

<http://lipietz.net/Internet-au-secours-de-l-association>

Culture et Promotion

Internet au secours de l'association

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: jeudi 1er juin 2000

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

L'explosion d'Internet, au quotidien et sur les places boursières, frise la folie. Alors qu'il y a encore quelques semaines rares étaient les commerces qui affichaient leur adresse sur la Toile, il n'est plus un papier, une publicité qui n'affiche un en tête en www.

Pourtant, cet engouement pour une technologie et son identification avec " l'e-business " est trompeur ; la confusion entre la méthode de transmission des données et les données, entre technique et contenu, entre médium et message est dangereuse.

À l'inverse de la révolution des Cités, qui vit l'invention de l'écriture, la révolution informatique n'ouvre pas une nouvelle ère de l'humanité. Comme la découverte de l'imprimerie lors de la Renaissance occidentale, elle ouvre des " temps nouveaux ". Elle n'apporte pas un nouveau contenu pour les activités humaines et pour la culture, mais un nouveau médium pour des activités connues... Elle permet de transmettre d'une manière nouvelle du contenu, mais ne révolutionne en rien la réflexion intellectuelle ni les rapports sociaux.

L'internet : mieux pour eux, ou pour nous ?

Le temps nouveau des Golden boys n'est pas venu, ni la ruée vers l'or binaire, ni le miracle du " jeune sans diplôme qui se retrouve milliardaire à 18 ans ", par la grâce d'Internet. À une nouveauté correspondent de nouveaux moyens de l'utiliser, de nouveaux moyens de s'enrichir pour certains, de s'appauvrir pour d'autres. La globalisation financière était déjà là quand internet a surgi, et elle s'en est emparé.

Internet n'a pas été créé pour faire du commerce, mais pour transmettre des informations au niveau mondial, sans centralisation aucune. Internet a été créé pour pouvoir transmettre de l'information sans possibilité de blocage technique : si l'un des chemins n'est pas opérationnel, prenons-en un autre. Comme l'imprimerie a été créée pour reproduire en masse les manuscrits.

L'imprimerie n'a changé ni la Chine ni le vieux continent. Si elle a accéléré la Renaissance en Europe, c'est que de nouvelles couches sociales étaient prêtes à en tirer parti. De même, le capitalisme a récupéré ce fabuleux instrument qu'est le Web car les structures qu'il utilisait étaient à bout de souffle. Mais ce n'est pas Internet qui changera le capitalisme, même s'il transformera sans doute le commerce de détail.

Par contre, les associations, les individus, surtout ceux qui sont isolés, quelle qu'en soit la raison, géographique ou physique, peuvent voir là une manière simple et peu coûteuse de faire connaître leur existence, leurs besoins, leurs combats, de même qu'ils peuvent, comme personne ne l'imaginait il y a peu, connaître ceux des autres, les soutenir, demander leur soutien.

Ce changement récent (en fait amorcé lors de la Conférence de Rio, en 1992) qu'est la mise sur la place publique des luttes contre la mondialisation est dû à Internet. La chambre d'écho qu'est Internet, qui matérialise tant la certitude d'un mouvement mondial que la possibilité de l'internationalisation de cette lutte, peut changer totalement et pour longtemps les rapports de force que la démocratie n'a pas réussi à déplacer malgré la liberté de la presse. Dès les années 80, le minitel avait permis la coordination des infirmières et celle des cheminots en lutte. Dorénavant, Internet permet la coordination mondiale des informations et des résistances : " on n'a même plus besoin de se payer un billet d'avion ! " s'émerveillait un des organisateurs de la Bataille de Seattle contre l'OMC.

L'information, tout comme la culture et l'art, n'est plus cantonnée au bon vouloir de quelques structures, d'État ou de groupes, médiatiques ou industriels ; elle est disponible, fabriquée par le plus grand nombre et pour le plus grand nombre.

Mais tout cela n'est possible que s'il y a un véritable désir que la technique soit au rendez-vous. La numérisation des lettres, signes, images et sons, alliée à la capacité de transmettre ces immenses suites numériques à faible coût, instantanément, à travers toute la planète, ne peut être génératrice de connaissances et de liberté que si elle s'accompagne d'une possibilité d'accès rapide et bon marché. Dans notre pays presque tous les foyers sont équipés de téléphone et d'électricité, c'est donc vers ces réseaux qu'il faut passer pour transmettre à faible coût les données numériques.

Le risque, stigmatisé par certains comme unique vision de la Toile, est l'isolement, la chute dans le virtuel, la perte du réel : on croit superflu de tester la fusée Ariane V parce qu'elle a fait des milliers d'heures de vols virtuels, on impose des politiques économiques au nom de "variantes virtuelles" de modèles qui reflètent bien mal les comportements des acteurs. Le virtuel ne doit pas être pris comme modèle, on ne doit pas confondre la carte et le territoire, la structure froide et la population qui la compose.

Mais ce n'est pas le téléphone qui a éloigné les voisins lointains des hameaux, c'est la ville qui a rendu anonymes les voisins de palier. Le téléphone a rapproché les familles éloignées, leur permettant des contacts difficiles et coûteux, donc raréfiés jusqu'alors. De même, ce n'est pas Internet qui éloignera les individus, ni les uns des autres, ni du goût du réel. S'ils le désirent, la Toile peut les rapprocher : de nouvelles possibilités de diffusion et de création ne peuvent qu'être bénéfiques. Pour une association, lancer une convocation ou préparer un débat est beaucoup plus facile et moins coûteux par internet que par la poste.

En fait, un médium nouveau ne fait que refléter le rapport de forces idéologiques, politiques et économiques prévalant à sa naissance. Mais, en plus, il ouvre la possibilité de révolutions politiques et culturelles. L'imprimerie a commencé par les Bibles en latin, puis a ouvert la route au libre examen, au protestantisme, aux révolutions libérales puis sociales, à l'enseignement de masse.

Internet des villes, internet des champs

Jamais, dans notre histoire, n'a été si forte la tendance à concentrer l'essentiel de la richesse, du savoir et du pouvoir sur une part aussi faible du territoire. Hors la mégapole parisienne et quelques métropoles "branchées" par avions et TGV, point de salut. Cette tendance a des causes profondes : la "flexibilité" du marché du travail, sa "dérégulation" conduisent à rechercher les ressources humaines et les emplois là où ils sont déjà ! La réforme de l'Aménagement du Territoire se heurte à cette tendance lourde, qu'il faudra des décennies pour inverser en rendant ses moyens au développement local.

Il faudra utiliser les "autoroutes de l'information", qui permettront de relier ceux qui sont loin des centres d'information et de culture, et de désinhiber ceux et celles qui hésitent encore à sortir des villes, de plus en plus polluées et concentrationnaires. À l'heure où les actions France-télécom grimpent en flèche, où est l'investissement pour un accès simple, rapide et bon marché à Internet sans distinction pour tous les Français ? La sacro-sainte égalité des habitants du territoire devant les services publics indispensables ? Des régions entières sont abandonnées. Alors que, de l'autre côté de l'Atlantique, depuis longtemps les communications locales sont incluses dans le forfait de base de l'abonné, sans limite, en France elles peuvent encore grever le budget d'un internaute avide d'informations, loin de tout centre stratégique.

Quant au contenu, le pays possède des trésors de culture, d'Histoire, de réflexions, d'analyses et de synthèses, publiées par les services de l'État, ses chercheurs, étudiants et ses artistes subventionnés, toujours payant, toujours longs à parvenir. N'est-ce pas inciter à la privatisation de ces précieuses bases de données que de freiner leur disponibilité sur le Net ?

Le moyen d'éviter les pertes de mémoire, de sauver de l'oubli des manuscrits, des oeuvres d'art (théâtre, images, musiques et cinéma), il est là, à portée de souris : les numériser et les rendre largement accessibles par Internet. Les lenteurs décisionnaires, les guéguerres de ministères, de services ou d'individus ralentissent tellement cette distribution que le virage risque de ne jamais être pris.

C'est en s'appropriant Internet et en exigeant une disponibilité large et bon marché des techniques nécessaires que les associations pourront voir avancer leurs combats. Plus d'internet pour mieux d'internet !